

# Construire un meilleur avenir

Déclaration de l'IBB sur le COVID-19 :  
**Organiser pour la résilience face  
à l'adversité**



BWI • BHI • BTI • IBB • ICM  
[www.bwint.org](http://www.bwint.org)

# Construire un monde meilleur pour tous

## Déclaration de l'IBB sur le COVID-19 : Organiser pour la résilience face à l'adversité

Si le COVID-19 a engendré une crise mondiale de santé publique d'une ampleur sans précédent pour notre époque, il a également accéléré une crise économique qui se profilait déjà avant la flambée de la pandémie, le tout sur fond de crise climatique atteignant rapidement des niveaux catastrophiques. À l'origine, la santé et la sécurité au travail, la protection de l'emploi et des salaires et la sécurité économique et sociale ont été primordiales dans notre réponse à la crise, dès lors que le coronavirus infecte des millions d'individus,



et plusieurs centaines de milliers de victimes sont déjà décédées. De plus en plus, l'IBB et ses affiliés doivent faire face aux réalités du travail durant cette pandémie qui met des vies en péril, tout en affrontant les forces destructrices de la plus importante récession économique connue depuis la Grande Dépression et en définissant une trajectoire inclusive et équitable de relance de l'emploi et des industries dans les secteurs du bâtiment, des matériaux de construction, du bois et de la foresterie, qui contribue à un avenir socialement et écologiquement durable.

Pour que cette crise débouche sur davantage d'égalité et de justice et sur la reconnaissance des droits des travailleurs, y compris les plus vulnérables, l'environnement devra être plus propice aux efforts de syndicalisation des travailleurs. Une telle situation exigera un passage à l'acte des syndicats et de leurs alliés ainsi que des changements politiques fondamentaux. Le redressement ne doit pas seulement signifier plus d'emplois, mais des emplois plus sûrs et de meilleure qualité ainsi que l'édification de meilleures sociétés.

1

**Prioriser la santé et la sécurité afin que le travail devienne sûr**

2

**Protéger les salaires et sécuriser l'emploi**

3

**Défendre les droits économiques, politiques et de travail des travailleurs migrants**

4

**Promouvoir le genre pour répondre à la crise et à l'égalité de genre et s'atteler à la violence envers les femmes**

5

**Défendre une saine intendance des forêts**

6

**Rendre les multinationales responsables des conditions de travail et de l'emploi en demandant leur contribution au redressement**

7

**Défendre la solidarité mondiale et la coopération internationale dans le cadre de la dette et du redressement mondial**

8

**Construire l'avenir post-pandémie – avenir vert et justice sociale**

Le capital devrait assumer une plus grande responsabilité à l'égard du public et des gouvernements démocratiques, qu'il s'agisse d'acteurs sur les marchés financiers ou de multinationales jouant un rôle central dans les chaînes de valeur mondiales. La reprise de la croissance économique devrait impliquer que les risques liés au changement climatique sont pris en compte, tout comme d'autres dangers pour l'environnement. Le caractère interdépendant et la menace de la pandémie soulignent la nécessité d'un redressement lui aussi interdépendant, cohérent et durable.

Le monde est, à bien des égards, davantage tombé dans la précarité et l'instabilité. Les conflits armés entraînent des flux massifs de réfugiés. L'extrême pauvreté non seulement détruit des familles et des communautés et favorise les migrations forcées, mais nuit également à notre communauté mondiale et la rend plus fragile. Le redressement d'après la pandémie doit tenir compte de leurs droits et de leurs besoins.

Nous sommes à l'orée de grands changements. Le redressement d'après la crise s'accompagne d'opportunités de progrès pour les travailleurs et les communautés, afin de construire un monde qui valorise les travailleurs, la justice, la dignité et la paix.

Pour l'IBB, le monde d'après la pandémie impliquera d'approfondir et intensifier notre lutte pour les droits des travailleurs, pour des emplois sûrs et stables assortis d'une juste rémunération et pour la responsabilisation des entreprises et des gouvernements. Les droits et intérêts fondamentaux des travailleurs et de leurs syndicats sont au cœur des efforts de **construction d'un monde meilleur**.

Construire ce monde meilleur signifie non seulement aborder les répercussions à court et à moyen terme du COVID-19 sur la santé, sur l'économie et sur les travailleurs, mais aussi élaborer des réponses aux inégalités, aux injustices et aux dysfonctionnements sous-jacents qui affligeaient notre planète et ses habitants déjà bien avant la pandémie. Cette Déclaration définit une trajectoire inclusive et équitable de relance de l'emploi et des industries dans les secteurs du bâtiment, des matériaux de construction, du bois et de la foresterie, qui contribue à un avenir socialement et écologiquement durable.



**« Je ne suis pas certain que nous voulions réellement revenir à la 'normale' – cette époque où les travailleurs étaient sous-évalués, sous-payés et privés de leurs droits humains fondamentaux. Il est temps de construire un avenir meilleur pour toutes et tous. Construire, c'est notre métier, et nous savons comment reconstruire en mieux. »**

**Ambet Yuson**  
Secrétaire général de l'IBB

# 1 Prioriser la santé et la sécurité afin que le travail devienne sûr



La nature du travail dans le bâtiment, la construction, le bois et la foresterie est intrinsèquement dangereuse et les affiliés de l'IBB prennent la santé et la sécurité très au sérieux. Au fil des ans, les syndicats se sont battus pour obtenir le droit des travailleuses et travailleurs à un environnement de travail sûr, droit qui est d'ailleurs reconnu au niveau international. Les droits et les revendications en matière de santé et de sécurité au travail (SST) sont une composante essentielle de la riposte des syndicats face au COVID-19 et peuvent être appliqués dans tous les pays. Les responsabilités en matière de santé et de sécurité sont souvent définies et décrites dans les législations nationales, en vertu desquelles les gouvernements et les employeurs sont tenus de protéger le droit des travailleurs à un environnement de travail sûr et sain et d'inspecter les lieux de travail afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux exigences légales ainsi qu'à toute nouvelle exigence établie dans le cadre de la riposte face au COVID-19.



## Nos revendications

- ★ La reconnaissance universelle et le respect des droits fondamentaux des travailleurs que sont la liberté syndicale et le droit syndical, le droit à la SST, ainsi que l'inclusion des travailleurs et de leurs représentants dans le cadre des évaluations des risques sur le lieu de travail. Les Comités mixtes de SST sur le lieu de travail devraient être chargés d'établir des mesures pour aborder les risques liés au COVID19 et de rendre compte du bon respect de ces mesures.
- ★ L'Organisation internationale du Travail (OIT) devrait prendre des mesures urgentes pour faire du droit à un travail sûr et sain un droit et un principe fondamental de l'OIT, lui conférant ainsi le statut des autres droits humains reconnus à l'échelle internationale.
- ★ Les institutions internationales et les gouvernements devraient reconnaître le COVID-19 en tant que maladie professionnelle. Ce statut permettrait de protéger les droits liés aux mesures préventives contre l'infection et les dispositifs de protection en cas de maladie contractée, et de définir les responsabilités du gouvernement et des employeurs.
- ★ Les gouvernements devraient ratifier la Convention n° 167 de l'OIT sur la sécurité et la santé dans la construction, qui consacre des droits à des mesures préventives et de protection, y compris la prise de toutes les précautions appropriées pour faire en sorte que tous les lieux de travail soient sûrs et exempts de risques pour la sécurité et la santé des travailleurs.
- ★ Des protocoles sur la santé et la sécurité dans le contexte du COVID-19, propres aux différents secteurs, devraient être élaborés aux côtés des syndicats, incluant le dépistage et les tests de santé universels sur le lieu de travail durant la pandémie.
- ★ Les gouvernements devraient étendre et renforcer leur système de réglementation afin de tenir compte du COVID-19 et renforcer leur inspection du travail. Des inspections conjointes régulières devraient être menées au cours de la pandémie et les syndicats devraient pouvoir accéder librement aux lieux de travail afin de constater le bon respect des exigences de santé et de sécurité.
- ★ Main dans la main avec les syndicats, les représentants des travailleurs devraient être en mesure de faire fermer le site si les mesures de santé et de sécurité relatives au COVID-19 ne sont pas mises en œuvre, et rendent ainsi le lieu de travail dangereux. Si ce droit n'est pas protégé, il serait alors approprié d'en faire une priorité en vue des négociations, des efforts de lobbying et des campagnes.
- ★ Un travailleur devrait avoir le droit de refuser un travail qu'il considère comme dangereux ou qui compromet sa santé, en particulier en cas de préoccupations particulières liées au COVID-19 du fait de son âge ou de problèmes de santé parallèles. Si ce droit n'est pas protégé, les travailleurs qui l'exercent devraient être protégés et la question devrait être considérée de manière prioritaire lors des négociations sur le lieu de travail et défendue dans le cadre de l'élaboration des politiques nationales.
- ★ Les questions de santé et de sécurité concernant le COVID-19 devraient être abordées sur les lieux de travail et d'hébergement des travailleurs issus de régions plus éloignées et migrants. De nouvelles mesures devraient être formulées afin de remédier à la vulnérabilité accrue des travailleurs migrants dans la construction et la foresterie, qui vivent dans des logements surpeuplés où les installations sont communes – des conditions susceptibles d'accroître le risque de propagation de la maladie.



**« Les syndicats doivent veiller à ce que le processus de relance économique réponde aux besoins sociaux de demain, protège notre économie contre les effets du climat, repense nos villes afin de protéger les plus vulnérables, reprenne le contrôle des biens publics, mais rien de tout cela n'est possible sans la protection de nos droits au travail. »**

**Dave Noonan**  
Secrétaire national, CFMEU Australie  
Président adjoint de l'IBB

# 2 Protéger les salaires et sécuriser l'emploi

Conformément à la mise en garde de l'OIT, près de la moitié des 3,3 milliards de travailleurs dans le monde risquent de perdre leurs moyens de subsistance en raison de la pandémie et la crise économique s'accroît. Des millions de travailleurs ont déjà perdu leur emploi et la tendance est appelée à se poursuivre, plongeant des millions de personnes dans la pauvreté. Même en présence de conventions collectives, il est en ce moment difficile d'assurer une protection des salaires et du revenu aux travailleurs. La plupart des travailleurs du bâtiment et du bois dans les pays à revenu faible et intermédiaire peuvent se définir comme des travailleurs précaires dans l'économie informelle, employés sous couvert de contrats à court terme, comme travailleurs intérimaires rémunérés à la journée, des « travailleurs indépendants » non syndiqués ; ils n'ont aucune sécurité de revenu et sont plus susceptibles de risquer de contracter le virus car ils doivent obligatoirement travailler pour assurer leur survie. Par conséquent, la pandémie a souligné l'importance de la protection sociale.





## Nos revendications

- ★ Les gouvernements et les employeurs devraient mettre en place une clause de congé payé pour maladie infectieuse ; garantir les salaires et la protection de l'emploi à tous les travailleurs sur le lieu de travail, indépendamment du statut dans la profession, y compris les travailleurs contractuels, les travailleurs informels, les indépendants, les intérimaires, les travailleurs détachés et les travailleurs journaliers.
- ★ Les employeurs devraient veiller au respect, à la conclusion et à l'application des conventions collectives, y compris l'identification des menaces à la santé, aux droits et au bien-être des travailleurs, ainsi qu'à l'élaboration et la mise en œuvre de mesures sur le lieu de travail
- ★ Les gouvernements devraient prendre des mesures concertées et collectives à travers les politiques publiques sur la protection sociale, les allocations de chômage et le soutien à l'emploi et l'aide au revenu, car de nombreux travailleurs doivent pouvoir accéder à des mesures alternatives en cas de chômage.
- ★ Les gouvernements devraient offrir des mesures de soutien aux personnes immédiatement vulnérables à la pauvreté, pour y inclure l'accès à la nourriture, à la santé et à l'hygiène par l'État, et fournir un travail rémunéré ou une aide au revenu.
- ★ Si les mesures de protection se répercutent négativement sur la productivité, les travail-

leurs ne devraient pas être pénalisés. Les travailleurs privés de travail en raison de la pandémie devraient recevoir la totalité de leur salaire et de leurs avantages sociaux. Lorsque les employeurs ne sont pas en mesure de le garantir, le gouvernement devrait fournir les ressources nécessaires.

- ★ Le gouvernement devrait inciter les employeurs et les syndicats à élaborer des stratégies de redressement économique qui soient ancrés sur les droits fondamentaux, la croissance verte et le développement durable au niveau



sectoriel. Les employeurs devraient impliquer les travailleurs et les syndicats dans les plans visant à remédier à toute incidence négative du COVID-19.

- ★ Seules les entreprises ayant fait montre de leur engagement à protéger les travailleurs et les revenus de ces derniers devraient pouvoir prétendre à des plans de sauvetage ou bénéficier de plans de relance ou d'investissements dans des stratégies de redressement économique.



**« De nombreux syndicats ont su relever le défi de protéger les travailleurs en cette période difficile, mais ils ont également reconnu la nécessité d'instaurer la solidarité entre les travailleurs afin de construire un monde meilleur pour tous. »**

**Johan Lindholm**

Président de BYGGNADS, Suède

Vice-président régional pour l'Europe de l'IBB



# Défendre les droits économiques, politiques et de travail des travailleurs migrants

Les travailleurs migrants représentent une part importante de la main-d'œuvre dans la construction et la foresterie et sont vulnérables à l'exploitation en raison de leur accès souvent très limité aux droits économiques, politiques et fondamentaux du travail. Ils sont pour la plupart non syndiqués, ne disposent donc d'aucun pouvoir collectif pour lutter contre leur exploitation et exiger que leur travail et leurs droits humains et syndicaux soient considérés à leur juste valeur. Les piètres conditions de vie et de travail des travailleurs migrants offrent un environnement dans lequel le virus peut rapidement se propager, exacerbant encore la situation durant la pandémie et plus encore pour celles et ceux qui sont sans papiers ou réfugiés, car ils n'ont pas accès aux soins de santé et au soutien social et économique. En outre, la pandémie a perturbé les flux migratoires, laissant des milliers de travailleurs bloqués dans des pays étrangers ou obligeant des milliers de personnes à rentrer chez elles.



## Nos revendications

- ✳ La reconnaissance et le respect des droits fondamentaux des travailleurs à la liberté syndicale et au droit de négociation collective des travailleurs migrants dans tous les pays de destination et la protection des travailleurs contre l'exploitation par les agences de recrutement et d'emploi.
- ✳ Les gouvernements et les employeurs devraient assurer la protection des salaires et de l'emploi des travailleurs migrants durant la pandémie et mettre fin au rapatriement forcé.
- ✳ Une amnistie devrait être instaurée dans ces pays afin de suspendre les arrestations et les expulsions de travailleurs irréguliers (sans papiers) ou qui rencontrent des problèmes de permis de travail, pour s'assurer que ces travailleurs ne sont pas exposés à des risques et sont en mesure d'accéder aux soins de santé.
- ✳ Toutes les personnes à l'intérieur des frontières nationales, y compris les migrants réguliers et irréguliers, doivent avoir accès à la nourriture, aux soins de santé, à l'assainissement et au logement afin de remédier aux atteintes à la dignité humaine.
- ✳ Les moteurs mondiaux du marché du travail au cours de la pandémie et dans l'ère post-COVID-19 devraient être remis en question en vue d'améliorer la situation sanitaire et sociale des travailleurs migrants ainsi que les droits économiques et politiques.
- ✳ Les agences internationales devraient mettre en place de toute urgence une norme internationale sur les camps de travailleurs et autres logements accueillant des travailleurs migrants, couvrant la santé et la sécurité ainsi que d'autres droits de l'homme et du travail.
- ✳ Les gouvernements devraient ratifier les Conventions de l'OIT nos 97 et 143 sur les travailleurs migrants afin d'améliorer l'accès de ces personnes aux droits.



**« La pandémie de COVID-19 a marqué le premier acte d'une crise totalement inédite. Les droits des travailleurs et la solidarité, l'organisation et la mobilisation de ces derniers au sein des syndicats sont essentiels pour bâtir un monde meilleur, plus juste, plus prospère et plus démocratique. »**

**Dietmar Schafers**  
Président adjoint de l'IBB

# 4 Promouvoir le genre pour répondre à la crise et à l'égalité de genre et s'atteler à la violence envers les femmes

Dans les secteurs du bâtiment et de la construction, du bois et de la foresterie, les femmes occupent généralement un emploi précaire peu rémunéré, sans bénéficier d'une protection comme les congés de maladie rémunérés, les prestations de santé ou la protection sociale. Cela est d'autant plus grave que les femmes sont souvent les principales responsables des soins à dispenser aux malades et d'autres travaux domestiques, et portent un fardeau supplémentaire lié à leur charge parentale en raison de la fermeture de nombreuses écoles. Pour gérer ces responsabilités supplémentaires, elles sont nombreuses à avoir dû quitter leur travail au cours de la pandémie, quand l'aggravation de la crise économique ne leur a pas fait perdre leur emploi.

La situation de pénurie implique que les femmes sont plus susceptibles de se retrouver au chômage, avec des perspectives de reprise de l'emploi plus faibles que les hommes, creusant encore davantage les inégalités existantes entre les sexes. Les pressions sociales et économiques ont sans aucun doute contribué aux niveaux élevés de violence domestique à travers le monde, tandis que les familles ont vécu dans l'isolement au cours du confinement, montrant à quel point le soutien social assuré par la communauté est essentiel pour contribuer à la sécurité des femmes. Les syndicats et les lieux de travail sont un élément déterminant de la communauté d'aide aux travailleuses.





## Nos revendications

- ★ Les réponses à la pandémie et à la crise économique et climatique à tous les niveaux devraient intégrer le genre et impliquer les femmes dans le cadre de leur formulation.
- ★ Les femmes devraient recevoir une rémunération et des prestations égales et les postes peu valorisés à prédominance féminine doivent être rémunérés de manière équitable pour mettre fin à la discrimination économique.
- ★ Les gouvernements devraient ratifier sans délai la Convention n° 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Mettre fin à la violence sexiste au travail et à la maison relève du même problème, face auquel il convient d'appliquer des mesures sociales et économiques. Les syndicats doivent s'engager à faire campagne sur cette question.
- ★ Les gouvernements et les employeurs devraient assurer l'accès à des EPI et à des mesures d'hygiène adéquats et appropriés, tenant spécifiquement compte des besoins des femmes.
- ★ Le gouvernement devrait veiller à ce que les femmes vulnérables en raison de la pandémie et de la crise économique aient accès aux soins de santé, à un revenu et à l'accompagnement social.
- ★ Les gouvernements et les employeurs devraient veiller à l'inclusion des travailleuses dans les programmes de formation technique et professionnelle durant la crise.
- ★ Le gouvernement, les employeurs et les syndicats devraient s'attaquer aux problèmes touchant la santé mentale ainsi qu'à d'autres problèmes sociaux comme la toxicomanie et l'alcoolisme.
- ★ Les problèmes sociaux sont appelés à prendre de l'ampleur dès lors que les jeunes ne vont pas à l'école, ce qui augmente leur vulnérabilité. Il est donc important pour les enfants de reprendre le chemin de l'école du fait des inégalités en matière d'accès à et d'utilisation de la technologie, qui désavantagent de nombreux enfants au sein de foyers de la classe ouvrière.



**« Trop d'égalité, ça n'existe pas. Si le système ne fonctionne pas pour les femmes, nous devons le changer. Rien ne justifierait d'exclure les femmes du processus visant à reconstruire notre avenir. »**

**Gail Cartmail**

Secrétaire générale adjointe, UNITE, Royaume-Uni  
Présidente adjointe de l'IBB





# 5 Défendre une saine intendance des forêts

Les syndicats œuvrent sans relâche pour une exploitation forestière responsable, qui exige de porter une attention particulière à des pratiques durables ayant le moins d'impact possible sur l'environnement tout en offrant un bénéfice social et économique maximal. Les forêts jouent un rôle important dans le développement, la fourniture d'emplois en milieu rural et la lutte contre le changement climatique. Toutefois, l'éloignement des chantiers forestiers, le caractère parfois temporaire et changeant des lieux ainsi que la dangerosité des conditions de travail rendent les travailleurs encore plus vulnérables à l'exploitation. Ces problèmes entravent la réaction des autorités répressives, la représentation syndicale et le soutien social aux travailleurs et aux collectivités durant la pandémie.

Les activités des entreprises dans le domaine de la foresterie contribuent également à la vulnérabilité des minorités autochtones vivant dans la forêt, qui sont extrêmement sensibles au virus et ne jouissent que d'un accès limité aux soins de santé. Certains segments de la chaîne de valeur forestière sont déjà impactés avec la diminution de la demande qui se traduit par des pertes d'emplois. Toutefois, la chaîne de valeur du papier constitue un élément essentiel des chaînes d'approvisionnement des fournitures médicales et des EPI requis durant la pandémie. Les contributions de la foresterie en matière de lutte contre les changements climatiques et d'objectifs de développement durable doivent se maintenir tout au long de la pandémie et de la crise.



## Nos revendications

- ★ Les gouvernements, les employeurs et les syndicats devraient veiller à ce que les travailleurs forestiers bénéficient d'une protection et d'informations adéquates vis-à-vis du COVID-19 et à ce que les mesures tiennent compte de la nature des conditions de travail et de vie des travailleurs forestiers.
- ★ En tant qu'instances normatives, le PEFC et le FSC exigent le respect des droits des travailleurs au sein des entreprises certifiées et la prise de mesures en faveur de la santé et la sécurité au regard du COVID19.
- ★ La majorité des forêts appartiennent à l'État, et le gouvernement devrait maintenir l'emploi dans le secteur en dépit du recul de la demande et mettre en place une stratégie visant à stimuler le redressement, qui assure la protection de l'emploi dans la chaîne de valeur forestière.
- ★ Les syndicats devraient exprimer leur solidarité à l'endroit des travailleurs non syndiqués et informels de la foresterie et des communautés autochtones vivant dans les forêts afin de garantir leur maintien en sécurité durant la pandémie et la satisfaction de leurs besoins sociaux élémentaires.
- ★ Les agences internationales devraient mettre en place de toute urgence une norme internationale sur les camps de travailleurs, couvrant la santé et la sécurité des travailleurs forestiers et établissant d'autres droits de l'homme et du travail.



**« La reprise et la croissance sont une certitude, mais nous devons exiger des chaînes d'approvisionnement mondiales plus équitables, une mondialisation plus durable sur le plan social et environnemental et un nouveau contrat social assorti de salaires justes et de conditions de travail décentes. »**

**Per-Olof Sjö**  
Président, GS Suède  
Président de l'IBB



# Rendre les multinationales responsables des conditions de travail et de l'emploi en demandant leur contribution au redressement

Le travail décent et l'emploi durable se sont érodés sous l'effet de la concurrence engagée entre les entreprises de construction qui recherchent les soumissions les plus basses d'une part, pour maximiser les profits d'autre part. Également, des chaînes d'approvisionnement axées sur la demande, dominées par les multinationales du secteur du bois et de la foresterie, portent atteinte à la réalisation du travail décent et d'un revenu décent qui permettraient de garantir des conditions de vie dignes et une certaine protection contre les chocs économiques. Les multinationales sont motivées par la quête du profit, enracinant l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché et perpétuant l'informalisation dans des chaînes toujours plus marquées par la sous-traitance en cascade et un nivellement des conditions de travail et des salaires par le bas.

Ce qui n'est pas sans conséquence sur la possibilité d'une croissance économique inclusive pour les pays en développement. En réponse à la pandémie et à la crise économique, les multinationales s'efforceront de maintenir leur rentabilité en réduisant les coûts, ce qui se traduit par des pertes d'emplois dans les entreprises et dans les chaînes d'approvisionnement. Pire encore, certaines entreprises se serviront de la crise pour restructurer et supprimer les emplois permanents, en remplaçant certains d'entre eux par du travail contractuel.



## Nos revendications

- ✧ Les multinationales devraient reconnaître et exercer leur responsabilité à l'égard de l'ensemble de leurs salariés et de leurs chaînes d'approvisionnement et préserver les contrats avec les fournisseurs, en donnant la priorité aux droits et au bien-être des travailleurs dans leur réponse aux menaces que pose le COVID-19.
- ✧ Les multinationales devraient impliquer les syndicats dans le développement de leurs stratégies de gestion de l'impact de la pandémie et de la crise économique et engager des discussions à l'échelon mondial avec l'IBB et ses affiliés qui organisent au sein de l'entreprise.
- ✧ Les multinationales qui se servent des paradis fiscaux, versent des dividendes et des primes à leurs cadres supérieurs et réduisent leurs effectifs durant la pandémie ne devraient pas bénéficier du soutien de l'État ni pouvoir proposer leurs services dans le cadre de projets destinés à soutenir la relance économique.
- ✧ Le développement des infrastructures devrait impliquer uniquement les multinationales qui s'engagent clairement à respecter les normes internationales du travail et à créer des emplois de qualité dans le cadre de leurs propres opérations et de leurs chaînes de sous-traitance et d'approvisionnement. Les multinationales doivent faire preuve de leadership et démontrer leur engagement ainsi que de bonnes pratiques à cet égard, et ce à l'échelle mondiale.
- ✧ Les multinationales devraient contribuer à la croissance des chaînes du secteur de la construction et de la foresterie du pays hôte en impliquant les entreprises nationales, de même qu'au développement des compétences des travailleurs.
- ✧ Les multinationales ne devraient pas tirer parti d'une crise sanitaire pour justifier des actions à court terme de réduction de la sécurité d'emploi et du revenu des travailleurs.



**« Tandis que le COVID-19 est devenu une grande menace pour les économies, des millions de travailleurs peinent à nourrir leur famille. En ces temps difficiles, les syndicats doivent se serrer les coudes, amener les entreprises à rendre des comptes et aider les travailleurs à relever les défis qui se présentent. »**

**Abdelmonem El Gamal**

Président, GTUBWW, Égypte

Vice-président, région Afrique et Moyen-Orient de l'IBB



# Défendre la solidarité mondiale et la coopération internationale dans le cadre de la dette et le redressement mondial

La pandémie a déjà démontré que la santé de chacun était tributaire de l'état de préparation du monde face à de tels problèmes et de l'action mondiale entreprise à cet égard. Les injustices généralisées portaient déjà préjudice à la société et à l'économie et minaient la démocratie, bien avant la pandémie. Un retour à la « normale » dans le contexte du redressement serait voué à l'échec et ne pourrait s'inscrire dans la durée. La survie et les progrès dépendent d'une action gouvernementale efficace et planifiée. Le marché à lui seul ne pourra pas (et n'est d'ailleurs pas en mesure de le faire) relever les défis colossaux auxquels nous sommes confrontés. Cette situation exige une action et une solidarité nationales et internationales.

La solidarité coordonnée repose sur nos institutions multilatérales telles que l'ONU, l'OIT et l'OMS, mais ces institutions, comme les gouvernements nationaux et les structures régionales, dépendent des populations et d'un leadership responsable pour atteindre leurs objectifs. Les attaques dirigées contre les institutions multilatérales se sont multipliées dans le sillage des approches de plus en plus nationalistes adoptées lors de la crise. Dans le pire des cas, les régimes autoritaires attisent encore la situation pour assoir leur pouvoir et poursuivre leurs programmes. On observe toutefois aussi certaines approches autoritaires au sein des démocraties, à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement, qui exploitent la crise pour diviser et polariser et pour saper la gouvernance démocratique.

La crise de 2008, qui avait débuté dans le secteur financier, a porté atteinte aux droits des travailleurs, y compris la négociation collective, et aux services publics, faisant payer un lourd tribut aux travailleurs. Il est temps à présent pour le FMI et la Banque mondiale de procéder à des réformes, de favoriser un processus d'allègement de la dette et de mettre fin aux réformes structurelles et aux mesures d'austérité. Ces démarches aideront les pays à rediriger immédiatement les ressources vers la reconstruction des systèmes de santé, le renforcement des protections sociales et la mise en place d'économies plus équitables et plus productives.





## Nos revendications

- ✳ Le FMI-BM et les autres institutions financières internationales devraient favoriser l'allègement ou l'annulation de la dette des pays pauvres fortement endettés, sous réserve que les remboursements soient destinés à combler les déficits en matière de développement sanitaire et social. Le redressement économique devrait être centré sur les besoins en matière d'infrastructure sociale et d'énergie et de transport durables.
- ✳ Il conviendrait de réformer la Banque mondiale et le FMI pour assurer la coordination financière d'un redressement mondial limitant l'influence du capital privé, permettant les dépenses sociales nécessaires et restructurant la dette mondiale dans les pays à revenu faible et intermédiaire, d'une manière propre à encourager la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).
- ✳ Les institutions multilatérales telles que l'ONU et ses agences, en particulier l'OIT et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), devraient être renforcées afin de pouvoir coordonner la planification du redressement mondial dans la droite ligne des ODD et des normes fondamentales du travail et de l'environnement. Ce processus devrait être mené à bien en assurant une participation accrue des syndicats et de la société civile.

La cohésion sociale et le progrès ne peuvent se faire sans une intensification massive de la solidarité mondiale, et ce dans l'intérêt de toutes et tous, comme nous l'a appris la pandémie. La solidarité, l'organisation et la mobilisation syndicales sont essentielles pour établir un monde meilleur, plus juste, prospère et plus démocratique.



**« La situation désastreuse de celles et ceux qui souffrent d'une mauvaise gestion de la crise par leurs dirigeants nous offre néanmoins des témoignages de courage, et malheureusement aussi des témoignages tragiques, amplifiés par des millions de travailleurs qui luttent pour la dignité, au travail et dans la vie, durant cette pandémie. »**

**Mike Rose**

Chef de cabinet Travailleurs du bois, IAMAW Amérique du Nord  
Vice-président, région Amérique du Nord de l'IBB

# Construire l'avenir post-pandémie – un avenir vert avec une justice sociale



Les dépenses du secteur privé et des ménages ont été réduites en réponse à la crise, dans un contexte de réticence à investir en raison d'un avenir économique incertain. Pour compenser une telle situation, les gouvernements doivent mettre en place des mesures visant à stimuler la demande et la création d'emplois. Avant la pandémie, la construction employait 7,6 % de la main-d'œuvre mondiale et contribuait de manière significative au PIB mondial. Étant un secteur à forte intensité de main-d'œuvre, capable d'absorber assez aisément les travailleurs d'autres secteurs, la construction occupe une place essentielle dans la reprise économique.

L'investissement dans les vastes projets de construction s'accompagnera de possibilités d'emploi et profitera à d'autres acteurs dans les industries assurant l'approvisionnement et les industries périphériques, y compris les matières premières, le transport, l'hébergement, la nourriture et d'autres biens et services. La nature de l'investissement offre l'occasion de répondre à des besoins sociaux tels que la santé, le logement et les besoins écologiques pour opérer la transition vers des économies à faible émission de carbone.



## Nos revendications

- ★ Les programmes de relance économique devraient inclure l'investissement dans les infrastructures. Les gouvernements devraient accorder la priorité au travail décentralisé et à plus forte intensité de main-d'œuvre, comme l'entretien des infrastructures, les projets de logement, les établissements de santé et autres, afin d'assurer un redressement rapide tout en créant des emplois décents et sûrs.
- ★ Les gouvernements devraient accorder la priorité à l'entretien et à la modernisation des bâtiments et des infrastructures vertes dans le but de réduire l'empreinte carbone, des initiatives à forte intensité de main-d'œuvre pouvant être engagées relativement rapidement, tout en se lançant dans des investissements à long terme dans les infrastructures renouvelables publiques.



- ★ Les gouvernements et les IFI devraient interagir avec les syndicats afin de garantir l'avantage social du financement de projets d'infrastructure dans une perspective de travail décent et de protection sociale des travailleurs.
- ★ Les gouvernements, les employeurs et les syndicats devraient s'attaquer à la fracture numérique qui, dans de nombreux pays, désavantage les travailleurs et développer les compétences des travailleurs par la formation professionnelle et l'apprentissage, de sorte qu'ils puissent répondre à l'évolution des méthodes de travail sur les lieux de travail davantage tournés vers la technologie et la numérisation.
- ★ Les gouvernements devraient travailler aux côtés des syndicats et des employeurs sur des politiques et des programmes visant à « mieux reconstruire » en faveur d'un développement inclusif et durable, en s'attaquant aux déficits de l'infrastructure sociale tout en maximisant les avantages sociaux à travers la fourniture d'emplois décents, la sécurité sociale et les retraites, un logement décent et abordable, l'accès aux soins de santé, la gratuité de l'enseignement, l'accès au numérique et une imposition progressive.



**« Cette crise nous offre l'occasion de redessiner le monde tel que nous le voulons, garantissant à chacun la dignité, un niveau de vie décent et un toit au-dessus de sa tête. Mais pour y parvenir, nous devons établir des démocraties participatives. »**

**Saúl Méndez**

Secrétaire général, SUNTRACS Panama

Vice-président, région Amérique latine et Caraïbes de l'IBB

# **Construire un monde meilleur pour tous**

## **Déclaration de l'IBB sur le COVID-19 : Organiser pour la résilience face à l'adversité**

### **Internationale des Travailleurs du Bâtiment et du Bois**

Route des Acacias 54  
CH-1227 Carouge GE  
Suisse

Tel.: +41 22 827 37 77

Fax: +41 22 827 37 70

Email: [info@bwint.org](mailto:info@bwint.org)

[www.bwint.org](http://www.bwint.org)



**IBB**  
Internationale des Travailleurs  
du Bâtiment et du Bois  
[www.bwint.org](http://www.bwint.org)